

Mémoire : consultation sur la
politique de développement social
de la Ville de Montréal

Parole
d'excluEs

13/01/2017

Mémoire présenté en consultation le mercredi 18 janvier 2017 à Montréal

Rédaction

Amélie Daigle, Isabel Heck et Cybel Richer-Boivin

Révision

Cybel Richer-Boivin

11460 avenue Pelletier, local 201

Montréal (QC) H1H 3S4

www.parole-desexclues.ca



@paroledexcluEs.ca



@Parole_dexcluEs



lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
par la mobilisation citoyenne

10 ANS de paroles citoyennes, de projets collectifs, de transformation sociale

Table des matières

Table des matières	2
Présentation de <i>Parole d'excluEs</i> et de son modèle d'action	3
Introduction	5
Redéfinir l'implication citoyenne pour une politique de développement social inclusive	6
Un approche territoriale compréhensive	10
Conclusion	12

Présentation de *Parole d'excluEs* et de son modèle d'action

Parole d'excluEs soutient la mobilisation citoyenne dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'action de *Parole d'excluEs* comporte de multiples facettes. Elle se déploie, entre autres, en lien avec la création de logements communautaires dans des quartiers déstructurés et appauvris : l'îlot Pelletier à Montréal-Nord, le Nord-Est de Montréal-Nord, et le secteur de l'ancienne Biscuiterie Viau dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Nous encourageons la prise de parole et nous rassemblons des personnes issues de différents milieux dans des projets collectifs afin qu'elles améliorent leurs conditions de vie et aient la possibilité de faire des choix et d'exercer les droits qui sont garantis.

Nous accompagnons le processus de mobilisation citoyenne menant au développement d'actions collectives pour permettre une transformation sociale dans laquelle les citoyens et les citoyennes sont des acteurs à part entière.

En plus de la mobilisation citoyenne par le logement communautaire, nous développons d'autres projets visant la transformation sociale; tels qu'une clinique de santé de quartier dans le Nord-Est de Montréal-Nord, ancrée dans la communauté, accessible et ouverte à tous, ainsi qu'un système alimentaire pour tous visant à garantir un accès à une alimentation saine, diversifiée et à coût abordable pour l'ensemble de la population.

En favorisant le développement de liens sociaux et d'une cohésion sociale ainsi qu'en réalisant un diagnostic citoyen sur l'avenir du quartier, *Parole d'excluEs* pose collectivement les bases pour une transformation sociale durable.

Modèle d'action

Parole d'excluEs met en place et anime un système d'acteurs qui partage ses valeurs et ses objectifs.

Acteurs du modèle d'action :

- ***Parole d'excluEs*** : travaille à la transformation sociale en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale et en adoptant une approche par la mobilisation citoyenne participative et transformatrice.
- **L'Accorderie** : réalisation de sa mission de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par un espace de coopération, de solidarité et de lien social via un système économique non monétaire offrant des réponses concrètes par l'échange de services;
- **Les comités citoyens** : un espace démocratique de prise de parole et décisionnel, d'implication et de projets pour se réappropriier sa vie et son territoire;

- **Les comités promoteur** : promotion et impulsion à la mobilisation citoyenne dans le territoire dans lequel il est ancré. Il est composé d'acteurs terrain (organismes, institutions, etc).
- **L'Incubateur universitaire *Parole d'excluEs* (IUPE)** : Accompagnement des démarches citoyennes par la réflexion et l'incubation en appliquant la coconstruction des connaissances et le croisement des savoirs
- **La Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM)** : revitalisation urbaine et sociale par des projets d'habitation offrant des logements de qualité aux ménages à faibles et moyens revenus.

Les acteurs du modèle d'action partagent les valeurs de la déclaration de principes de *Parole d'excluEs*, ce qui permet de créer les conditions pour agir ensemble sur les racines de l'exclusion sociale et la pauvreté et mobiliser les premiers concernés dans la recherche de solutions auxquelles ils s'identifient.

10 ans après le début de notre action, les signes d'une transformation dans la communauté sont présents : mise en relation des familles, émergence de projets collectifs, développement du réseau d'échange de services, transformation de l'espace urbain, mobilisation des partenaires locaux, appropriation du territoire par l'acquisition de nouveaux immeubles, etc.

Introduction

Parole d'excluEs se réjouit du développement et de la mise en œuvre d'une politique de développement social pour la Ville de Montréal. Pour *Parole d'excluEs*, il est important que cette politique favorise une compréhension commune des enjeux, des besoins et des aspirations des citoyenNEs de Montréal et permettent leur intégration comme acteurs et actrices du développement des politiques et de leur mise en œuvre.

Les valeurs, la vision, les principes, ainsi que les enjeux présentés dans le document de consultation sont globalement en cohérence avec nos observations terrain. *Parole d'excluEs* a choisi de concentrer son mémoire sur la participation citoyenne, plutôt que de commenter chacun des propositions du document de consultation. Ce choix est motivé par la conviction que l'expertise développée par *Parole d'excluEs* grâce à son approche innovante de mobilisation citoyenne apporte des pistes intéressantes pour développer un politique de développement sociale réellement inclusive et transformatrice.

Le mémoire portera donc principalement sur l'importance de la participation citoyenne comme moyen pour développer et mettre en œuvre une politique de développement sociale pour la Ville de Montréal. Le mémoire propose des pistes d'action, basées largement sur l'expérience de mobilisation citoyenne, de co-construction et de croisement des savoirs de *Parole d'excluEs*, afin que la politique de développement social permette que les citoyenNEs soient des acteurs et actrices de la transformation sociale.

La politique de développement social de la Ville de Montréal doit, selon *Parole d'excluEs* :

- Reposer sur une méthode qui permet d'avoir une compréhension fine des enjeux locaux, afin de trouver des réponses particulières aux défis rencontrés dans les quartiers défavorisés;
- favoriser et encourager la mobilisation citoyenne;
- adopter une approche de co-construction;
- reconnaître le pouvoir d'agir citoyen.

Redéfinir l'implication citoyenne pour une politique de développement social inclusive

Pour *Parole d'excluEs*, il ne suffit pas de créer des espaces citoyens de réflexion et de discussion, il faut également créer des ponts entre ces espaces citoyens, les institutions et les pouvoirs politiques, afin de permettre que la parole citoyenne influence la prise de décision. L'implication citoyenne ne se limite pas à la consultation où l'on permet l'expression des citoyenNEs, mais elle devient un espace où l'on reconnaît le savoir développé par les citoyenNEs et leur capacité à participer à l'élaboration et la mise en œuvre de solutions.

Parole d'excluEs a développé depuis 10 ans une approche innovante qui conjugue co-construction et croisement des savoirs dans son travail de mobilisation citoyenne pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Cette approche de mobilisation collective, participative et transformatrice se déploie à partir des réalités concrètes vécues par les populations affectés par la pauvreté et l'exclusion sociale pour élaborer des positions et des actions visant à transformer les systèmes économique et politique afin qu'ils soient producteurs d'inclusion plutôt que d'exclusion. La portée des actions initiées par *Parole d'excluEs* en est une de transformation plutôt que de « réparation » des problèmes.

En utilisant la co-construction et le croisement des savoirs, *Parole d'excluEs* met en valeur l'implication d'une pluralité d'acteurs dans l'élaboration de ses projets et de ses actions (les citoyenNEs, les intervenantEs, les universitaires, etc.). Le croisement des savoirs permet de mobiliser et valoriser différents types de savoir (universitaire/académique, professionnel/pratique et expérientiel ou vécu). Cette approche permet d'enrichir les connaissances et d'aller plus loin dans nos actions.

L'implication citoyenne comme moyen structurant de transformation

Utilisons l'exemple du développement et de la mise en œuvre d'un système alimentaire pour tous et celui du CPE à l'îlot Pelletier afin de démontrer comment la participation citoyenne peut être un moyen structurant de transformation d'une communauté.

À partir de l'étude sur les besoins et aspirations des résidentEs de l'îlot Pelletier¹, réalisée en 2008, la difficulté d'accès à l'alimentation apparaît comme un enjeu commun sur lequel les citoyenNEs souhaitaient agir.

Dès 2009, plusieurs activités de mobilisation, de conscientisation et d'éducation populaire sur les causes des déserts alimentaires et sur leurs conséquences sur les ménages à faible revenu sont mises en place. Un Comité de suivi en sécurité alimentaire (CSSA) est formé et regroupe organismes communautaires, entreprises d'économie solidaire, ainsi que des comités citoyens.

Des projets structurants et intégrant diverses initiatives se dégagent de cette démarche construite par et avec la communauté nord-montréalaise. Ainsi, la création d'un Système

¹ Pour consulter l'étude sur les besoins et les aspirations des résidentEs de l'îlot Pelletier : <http://www.parole-dexclues.ca/wp-content/uploads/2016/02/etude-besoins-ilot-pelletier.pdf>

alimentaire pour tous visant à garantir un accès à une alimentation saine, diversifiée et à coût abordable pour l'ensemble de la population a émergé de cette mobilisation citoyenne.

Le système alimentaire pour tous se construit par quatre pôles interreliés : la distribution alimentaire (via la coopérative de solidarité Panier futé), la transformation des aliments (par des projets citoyens et d'autres partenaires), la production d'aliments (par l'agriculture urbaine et les producteurs locaux) et la consommation. Dans chacun de ses pôles, on retrouve des citoyenNEs impliqués autant de manière pratique (par exemple pour organiser un point de chute pour la livraison des paniers d'aliments de Panier futé Coop), que dans l'idéation et la prise de décision (par exemple, le Comité permanent citoyen, dont les représentantEs sont éluEs par la communauté, siège au CSSA).

Un autre exemple qui démontre l'impact de transformation est celui de la création d'un CPE dans l'Îlot Pelletier de Montréal-Nord. Ce projet, implanté au cœur du secteur des plus défavorisés de l'Ouest de Montréal-Nord, est le fruit d'une étroite collaboration avec le Regroupement citoyen de l'îlot Pelletier, Parole d'ExcluEs et le CPE de Montréal-Nord.

L'un des besoins criants souligné par les résidentEs de Montréal-Nord dans l'étude sur les besoins et aspirations des résidentEs de l'îlot Pelletier de 2008 était d'avoir des garderies subventionnées et donc abordables. En effet, l'absence d'une telle ressource touche particulièrement les femmes cheffes de famille et les piège dans un cercle vicieux de pauvreté.

Grâce au travail acharné de citoyenNEs impliqués et malgré le contexte politique d'austérité, la nouvelle installation du CPE de Montréal-Nord ouvrira et accueillera 80 enfants dès l'hiver 2017. Les trois partenaires se sont fixé trois grands objectifs : 1) 80 % des enfants proviendront de familles à faible revenu ; 2) Favoriser l'embauche du personnel (éducatrices, postes administratif, entretien et cuisine), chez des personnes résidant dans le secteur ; 3) Assurer une vie dynamique entre le CPE et les résidentEs du secteur.

L'exemple du système alimentaire pour tous et du CPE de l'îlot Pelletier démontrent comment la participation citoyenne, de la formulation de la problématique jusqu'à la mise en place de solutions, permet d'atteindre des résultats qui transforment concrètement et durablement les conditions des vies des citoyenNEs.

Adopter de nouvelles pratiques pour valoriser la participation citoyenne

Le document de consultation propose différents principes directeurs qui valorisent la participation citoyenne. L'un des principes proposés est le suivant :

« Valoriser la participation de chaque personne à la vie démocratique municipale afin de mieux répondre aux besoins des citoyens; cela implique, entre autres, de continuer à encourager la mobilisation et la participation citoyennes.»

Pour Parole d'excluEs, encourager la mobilisation et la participation citoyennes de manière innovante exige de la Ville de Montréal et de ses partenaires d'adopter de nouvelles pratiques démocratiques. La participation citoyenne est essentielle à la co-

construction du bien commun. Le principe de participation citoyenne tel que nous l'appliquons à Parole d'excluEs nous paraît incontestablement la base de la démocratie. Il est donc juste pour nous d'utiliser l'expression « démocratie participative ».

La démocratie participative est un outil qui favorise l'augmentation de l'implication des citoyenNEs dans la vie politique et l'accroissement de leur rôle dans les prises de décision. Elles permettent également d'atteindre des objectifs importants pour une administration municipale.

Elle favorise :

- L'amélioration de la gestion urbaine (objectif d'ordre managérial)
- La remobilisation des habitantEs, la création du lien social, l'ouverture d'espaces de rencontre et d'échange (objectif d'ordre social)
- La relégitimation du système politique (objectif d'ordre politique)

« Localement, une des applications concrètes de cette démocratie participative est le budget participatif parce que les citoyens peuvent participer à la décision sur l'utilisation d'une partie du budget de l'arrondissement.

Le budget participatif est un outil connu et pratiqué à travers le monde qui présente un des plus hauts dispositifs de participation citoyenne. Il exige aux décideurs et aux administrations publiques de fonctionner avec un autre paradigme : prendre le temps nécessaire et offrir de réels espaces pour discuter, pour inventer et pour mettre en œuvre des projets qui sont nécessairement d'abord pensés par la communauté. Il permet l'apprentissage de la démocratie, mais exige aussi d'être bien appliqué en mettant les demandes de la communauté au premier plan et en facilitant la participation des populations vivant avec les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion.»²

Proposition 1

En ce sens, *Parole d'excluEs* propose à la ville de Montréal d'adopter les principes suivants issus de la démocratie participative dans sa politique de développement social

- Délégation de pouvoir (ex. : le pouvoir local délègue aux citoyenNEs le pouvoir de mettre en œuvre un programme ou un projet)
- Partenariat et co-construction (ex. : une prise de décision commune entre le pouvoir local et les citoyenNEs)
- Conciliation et concertation (ex. : l'inclusion de représentantEs de groupes citoyens dans les lieux de décision)

² Proposition ORIENTATIONS - Comment se faire entendre? - Démocratie participative, Parole d'excluEs, document de travail, Mai 2016

Une politique qui permet l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière pour tous

Deux des approches proposées dans le document de consultation concernent plus particulièrement la reconnaissance du pouvoir d'agir des citoyenNEs.

« *Soutenir le développement axé sur le pouvoir d'agir des communautés locales, ce processus permettant aux individus, aux groupes, aux organisations et aux communautés d'acquérir ou de renforcer leur capacité d'exercer un pouvoir* »

Ainsi que;

« *Mobiliser les acteurs autour de la réflexion et de l'action.* »

L'expérience de mobilisation citoyenne avec des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale nous permet de constater que tous les citoyenNEs n'ont pas le même accès à la prise de parole, au pouvoir et à l'action.

« Le manque d'accès à l'information de qualité, de connaissance sur les droits et de mécanismes d'exercice de la démocratie limite la capacité des personnes à bien comprendre certains enjeux et exercer un réel pouvoir citoyen.

Ceci est d'autant plus inquiétant pour les personnes vivant les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion. Elles sont plus difficiles à rejoindre que le reste de la population : leurs conditions de vie limitent leurs possibilités à participer activement à la vie démocratique. Lorsqu'elles le font, on remarque des rapports de forces qui rendent difficile la prise de parole et la réelle influence sur les décideurs. Aussi, le fait qu'elles soient sous-représentées a un impact direct sur les enjeux qui sont mis de l'avant dans le débat public. L'intérêt dominant a pour effet d'écraser l'intérêt des populations plus marginalisées qui n'arrivent pas à se faire entendre, tout en subissant les conséquences des décisions. »³

Il importe donc dans une politique de développement social, qui reconnaît les inégalités et cherche à les éliminer, de développer une approche qui permet aux citoyenNEs généralement excluEs d'exercer leur citoyenneté.

L'approche de *Parole d'excluEs* s'inspire de celle développée par ATD Quart monde; « s'exposer au savoir et à l'expérience de l'autre » et réaliser la « mise en œuvre d'une démarche permanente de démocratie participative au sein de laquelle les personnes en situation de pauvreté seraient acteurs à part entière. » (ATD Quart Monde, 2006 :4).

L'approche d'ATD Quart monde aide à penser une démarche de manière permanente et durable et permet de prendre en compte les différentes formes d'inégalités qui s'opèrent dans l'exercice de la citoyenneté.

³ Proposition ORIENTATIONS - Comment se faire entendre? - Démocratie participative, Parole d'excluEs, document de travail, Mai 2016

Proposition 2

Parole d'excluEs propose que la politique de développement social prenne en compte les barrières systémiques (sociale, économique, culturelle, urbaine) qui excluent certainEs citoyenNEs des espaces de prise de décision et des institutions, entre autres, et ce afin que toutes et tous puissent exercer une citoyenneté pleine et entière. Cela veut dire créer des espaces de prise de parole dans les milieux de vie mêmes des personnes en situation d'exclusion sociale et de pauvreté, d'adapter les modes de participation pour favoriser l'inclusion d'une plus grande diversité de personnes, etc.

Un approche territoriale compréhensive

Le document de consultation propose un portrait statistique de la population montréalaise. Ce portrait type a le mérite de présenter simplement plusieurs problématiques vécues par les citoyenNEs. Pour *Parole d'excluEs*, il est nécessaire que ces données statistiques soient soutenues par des données qualitatives afin d'approfondir la compréhension de la réalité vécue par les citoyenNEs.

Parole d'excluEs a réalisé des études sur les aspirations et les besoins des citoyenNEs sur les trois sites où il est installé; à Montréal-Nord (îlot Pelletier et Nord-Est) et à Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (site de l'ancienne biscuiterie Viau)⁴. Ces études poursuivent un triple objectif :

1. Cerner la perception des citoyenNEs de leur quartier.
2. Identifier les changements auxquels ils/elles aspirent.
3. Mobiliser les citoyenNEs pour des changements ciblés.

Ce type d'étude, dans le cadre de développement et de la mise en œuvre d'une politique de développement social, permettrait d'assurer une connaissance approfondie des réalités et des enjeux vécus par les citoyenNEs dans les différents quartiers montréalais et de favoriser leur implication.

La politique de développement social doit être inclusive. Elle doit prendre en compte les perceptions des citoyenNEs sur leur milieu de vie et comprendre le vécu des citoyens, non seulement avec les statistiques, mais également à travers les aspirations de ceux et celles qui les habitent Montréal. La politique devrait également s'assurer que les personnes les plus défavorisées soient reconnues et prises en compte dans la compréhension du contexte.

Si l'approche territoriale, que la ville de Montréal souhaite adopter, vise réellement à :

⁴ Pour consulter ces trois études : <http://www.parole-dexclues.ca/a-propos/publications/>

« Faire preuve d'innovation et saisir les opportunités permettant de répondre à des enjeux complexes et en constant changement.

Et à;

« Renforcer l'approche territoriale intégrée – autrement dit, tenir compte des spécificités des quartiers vulnérables et répondre aux besoins qui en émergent. »

Il importe de connaître et de comprendre les réalités concrètes vécues par les Montréalais et les Montréalaises pour que la politique ait un impact structurant et durable.

Proposition 3

Parole d'excluEs propose que la ville de Montréal adopte une approche territoriale compréhensive et s'inspire de recherches qualitatives qui mettent de l'avant les savoirs citoyens autant dans l'identification des enjeux que dans les pistes de solutions à adopter.

Conclusion

La consultation et la mise en place d'une politique de développement social sont des pas dans la bonne direction pour favoriser une meilleure et une plus grande participation citoyenne à Montréal. Cette politique comporte également plusieurs éléments innovants qui ont le potentiel d'agir sur une transformation sociale durable pour toutes et tous.

Par contre, il est essentiel que cette politique intègre un processus impliquant les citoyenNEs, en portant une attention particulière à ceux et celles vivant dans une situation de pauvreté et d'exclusion. Les citoyenNEs ne sont pas seulement les sujets de cette politique, ils et elles en sont également les acteurs. En reconnaissant, les citoyenNEs comme des acteurs du changement, la Ville de Montréal se dote d'un outil puissant pour susciter une plus grande adhésion à sa politique de développement social. La participation citoyenne lorsque qu'elle est considérée comme un moyen de transformation sociale, plutôt qu'un enjeu de mobilisation, devient un outil important pour réaliser des transformations profondes et durables.

Reconnaître le pouvoir d'agir des citoyenNEs exige de la Ville et de ses partenaires d'innover en matière de participation citoyenne. Au-delà de la consultation, l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière pour les Montréalais et les Montréalaises exige des mécanismes de participation qui permettent la délégation de pouvoir, la concertation et la co-construction.